

Dans ce numéro : un supplément « EDUCATION » de 4 pages

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

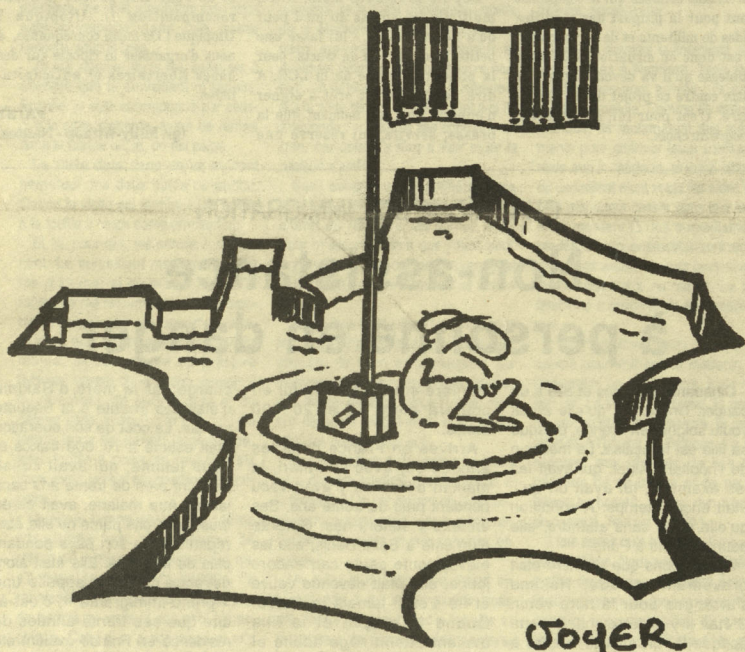
ISSN 0026-9433

28 MARS AU 3 AVRIL 1996

N° 1036

10,00 F

IMMIGRATION - DROIT D'ASILE IMMIGRÉS : A QUAND LE CODE-BARRES ?



IL Y A TROIS ANS DÉJÀ, les lois Pasqua avaient fait grand bruit, mobilisant les secteurs associatifs et politiques (y compris ces braves expulseurs humanistes du PS). L'avant-projet de lois Toubon-Debré promet, lui, d'enfoncer un peu plus le clou du racisme et du contrôle social. Dans l'œil du viseur : l'hébergement d'étrangers, les cartes de résidents et les demandeurs d'asile... Suivez le guide !

Big Brother is watching you !

Tandis qu'en amont, on multiplie les blocages pour l'obtention de visas, en aval, les institutions

mettent la pression sur les hébergeants. Après avoir exigé d'eux la présentation d'un justificatif de logement et le paiement d'un timbre fiscal de 100 francs (il n'y a pas de petits profits !), l'avant-projet parle dorénavant de mettre au point un fichier des hébergeants par département, fichier auquel les mairies auraient accès, à charge pour elles de refuser la délivrance des certificats si « les demandes antérieures de l'hébergeant font apparaître un détournement de la procédure » (mais où commence le détournement de procédure ? Mystère !). Pour corser le tout, les hébergeants devront prévenir la mairie du départ de leur visiteur et présenter « une attestation d'assurance couvrant l'ensemble des dépenses médicales hospitalières, de protection et d'aides sociales résultant de soins ou d'aides publiques », dont leurs hôtes pourraient bénéficier pendant leur séjour dans l'Hexagone. Jean-Marie

Le Pen en rêvait, mais c'est Debré qui l'a fait. On assiste là à un flicage des hébergeants soupçonnés d'être des pourvoyeurs de clandestins (de surcroît, pouvant être malades !).

L'avant-projet s'en prend également aux détenteurs de la carte de dix ans. Cette carte, et surtout son renouvellement quasi-automatique (« de plein droit »), fut obtenue au prix de longs combats... qu'il va falloir de nouveau mener ! Car si le texte proposé reste en l'état, il permettra aux préfets de refuser la délivrance d'une nouvelle carte de résident en cas de « menace pour l'ordre public ». Mais qu'est-ce qu'une menace pour l'ordre public ? Le pouvoir compte-t-il expulser tous les cambrioleurs et autres voleurs de voitures ? Est-ce la solution que le RPR compte apporter au problème de la délinquance « étrangère » ?

(suite p. 2)

Aucun itinéraire fléché ne mène à la liberté

S'IL N'EST PAS impossible d'imaginer ce que devra être demain, cela reste à la fois une activité vaine, car il ne pourra s'agir que du négatif de l'actuelle société oppressive ou d'un aujourd'hui en mieux, et une activité nocive en ce sens qu'elle se substitue à la capacité et aux désirs de ceux qui vivront alors.

Si l'on veut faire une approche qui soit opérationnelle et positive, on ne peut que décrire la situation présente et, dans cette situation, les conditions de l'émergence des désirs, des solidarités et des actions en rupture avec le quotidien de l'oppression, qui décriront eux-mêmes et dans les faits, à chaque instant, une dynamique révolutionnaire.

Le chemin « en train de se faire »

L'illusion qu'il est pourtant nécessaire de décrire ces lendemains qui chantent nous conduit à un écueil (que nous stigmatisons quand nous le rencontrons chez tous les sectateurs, qu'ils soient de la croix, du croissant, de la faucille ou de quelque autre dogme) dont l'existence même est la démonstration cruelle qu'il est difficile de s'extraire de ce que nous sommes, ici et maintenant, enfants de l'oppression, de son école, de sa pensée, de ses techniques, et même de son imaginaire. Cet écueil est la double obsession de la gnose — connaissance de l'élément

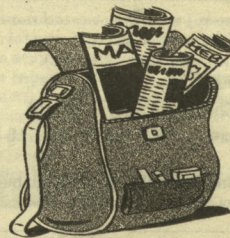
premier et fondamental, du point de départ de toute chose — et de l'eschatologie — théorie du but ultime, des fins dernières. A vouloir une clé qui explique tout et une clé qui résout tout — autant que faire se peut en un seul système valable pour le passé, le présent et l'avenir (par exemple l'accumulation primitive du capital, la lutte des classes et l'Etat ouvrier libérateur) —, on s'égare dans la vision finie de ce qu'il faut à l'Homme et de la voie royale qui y conduit.

La réalité est trop complexe pour tenir à une explication unique et fondamentale et la liberté fort heureusement trop multiple pour qu'on puisse prévoir un système qui la satisfasse totalement. A ne pas savoir résister au désir de répondre à la fameuse question : « D'où venons-nous et où allons-nous ? », nous nions la liberté totale, immédiate et permanente, que nous sommes.

La tâche des anarchistes n'est pas de définir les lendemains qui chantent et le chemin qui y mènera, mais de permettre à chacun de vivre ce qu'il veut vivre en fonction de ses désirs et de ses besoins, de montrer par des pratiques ce que c'est possible ; et c'est de ces pratiques de rupture — inévitablement conflictuelle avec le système dominant — que se tracera, non la voie vers le but auquel il faut tendre, mais le chemin « en train de se faire » à travers tous les possibles — et tous les

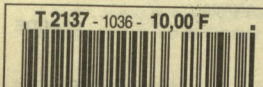
(suite p. 4)

7^e - 6 avril 1996
semaine
de la Presse
dans l'Ecole



Ministère de l'Éducation nationale,
Organismes Professionnels de la Presse,
UNION DES SAJ, SUD-Édition Télévision,
Radio-France, Agence France Presse

IFA



FOP 2520

Immigrés : à quand le code-barres ?

(Suite de la « une »)

Pour finir, le texte s'en prend aux demandeurs d'asile. Comme vous le savez, le mythe de la France terre d'asile est un vieux axe mobilisateur pour la gauche humaniste. Comme vous le savez également, droite et gauche ont gaillardement liquidé ce droit en quinze ans, le réduisant à une ridicule peau de chagrin. Debré, lui, va encore plus loin : dorénavant, un demandeur d'asile débouté par l'OPRA, venant d'un Etat dans lequel « il n'existe pas de manière générale de risque de persécutions » pourra être expulsé avant même que son dossier ne soit réexaminé par la Commission des Recours. Lorsqu'on sait de quelle manière sont traités les dossiers de demandeurs d'asile débarquant de pays « amis » et bons « partenaires commerciaux » (Maroc, Roumanie, Côte-d'Ivoire...), on a tout à craindre ! Et comme si cela ne suffisait pas, l'avant-projet propose ni plus ni moins un pointage bimensuel (autrement dit un contrôle judiciaire !) des demandeurs d'asile. Enfin, le ministère entend prolonger la durée maximale de rétention administrative (jusqu'à alors de dix jours) et, importante modification, le refus d'embarquer ne conduirait plus



Pour mourir pour la France, pas besoin de visa ni de carte de séjour ! Photo AFP (Tchad).

la personne en prison (les peines sont d'ordinaire de trois mois), mais le ferait retourner en rétention pour de nouveau dix jours maximum ! (et ainsi de suite...).

structures diverses qui le composent sont pour la plupart des coquilles vides de militants et de perspectives. C'est donc en situation d'extrême faiblesse qu'il va devoir engager la lutte contre ce projet de loi sécuritaire. C'est pour lui, à mon sens, l'heure du choix.

Depuis plusieurs mois, le PS multiplie les appels du pied pour qu'à nouveau « on » lui fasse une petite place en bas de tracts, pour la plus grande joie de la LCR. A dire vrai, il serait prêt à signer n'importe quoi, du moment que la presse, servile, lui réserve une

petite colonne témoignant de son attachement aux valeurs de l'humanisme bon teint. C'est le cas en Bretagne, aujourd'hui, où on le voit s'en prendre (« enfin ! », dirait la Ligue) à la politique de répression des « hébergeurs de Basques » menée depuis... 1992 ! Les expulsés d'hier se plaignent des expulsés d'aujourd'hui : il y a vraiment des claques qui se perdent !

Il y a fort à craindre, malheureusement, que les bonnes âmes de la LDH, du MRAP ou autres nous rejettent la sempiternelle carte de l'unité (l'heure n'étant pas, comme d'habitude, aux règlements de comptes !). A nous de leur faire comprendre encore et encore que la lutte contre le racisme et les politiques liberticides ne pourra rien donner tant que le mouvement lui-même n'assumera pas d'une manière claire, nette et précise sa rupture avec les logiques politiciardes de la gauche (objectif 1998 !) et de l'extrême gauche (objectif recomposition !). Utopique ? Utopique ! De façon conséquente, à nous d'organiser la riposte sur des bases libertaires et anticapitalistes.

PATSY
(gr. Milly-Witkop - Nantes)

Quelle riposte ?

Laminé par quinze ans de défaites successives et par autant d'années d'errances tactiques (les trotskystes de la LCR étant passés experts dans l'art de la courbette devant le PS et consorts), le mouvement antiraciste n'est pas au mieux. Lâché par la gauche social-démocrate (sur la question de la citoyenneté, du droit d'asile, du regroupement familial) en qui il avait remis tous ses espoirs, les

Cinquante-trois ans et elle a un cancer. Un cancer qu'elle aurait voulu soigner en France, puisque sa fille est française. Le médecin de l'hôpital d'Alger, qui avait fait les examens, lui avait dit qu'il était encore temps. A condition qu'elle parte sans attendre, elle pourrait guérir à Paris.

Ayant appris que sa mère était gravement malade, Hakima s'arrangea pour la faire venir. C'était il y a deux ans. A cette époque-là, on arrivait encore à obtenir un visa si l'on avait de la famille en France. C'est devenu quasiment impossible aujourd'hui. Actuellement, la seule façon pour un Algérien de se procurer un visa, c'est de graisser la patte à un fonctionnaire du consulat de France à Alger. Bien qu'officiellement fermé, son activité se poursuit de

manière souterraine. Il lui en coûte entre 10 et 20 000 francs.

Arrivée en France dans les années 60, avec son mari, la maman d'Hakima y avait vécu pendant près de trente ans. Ses enfants y étaient nés. Gérante d'un café à Saint-Denis, elle les élevait toute seule car, encore jeune, elle était devenue veuve et ne s'était jamais remariée. Quand le garçon et la fille avaient atteint l'âge adulte et qu'ils étaient partis chacun de leur côté, elle avait senti que plus rien ne la retenait ici et elle avait décidé de rentrer au pays. Chaque été, ses enfants allaient plus de trois ans. Elle était alors devenue ce qu'on appelle une « primo-immigrante », c'est-à-dire que ses trente années de résidence en France avaient été balayées d'un coup et qu'elle se trouvait dans la même situation que si elle arrivait pour la première fois.

Hakima a longtemps cherché un moyen de faire opérer sa mère. Ne gagnant que le SMIC, il lui était impossible d'emprunter de l'argent. Pourtant, elle avait trouvé une clinique qui acceptait de pratiquer l'opération pour 40 000 francs, soit près de la moitié du prix de l'Assistance publique. Mais c'était encore trop. Malgré tous ses efforts, elle n'est pas parvenue à réunir cette somme. Le visa de trois mois décline de jour en jour. De toute manière, maintenant, il est trop tard. On a trop attendu et les médecins ne peuvent plus rien pour elle. Cinquante-trois ans, elle a mon âge, et on aurait pu la sauver.

Hakima emmena sa mère dans plusieurs hôpitaux. Tous étaient d'accord sur la nécessité d'une intervention rapide, mais aucun n'acceptait de la prendre en

charge car la mère d'Hakima n'était pas inscrite à la Sécurité sociale. Le coût de son opération était estimé à 70 000 francs et cette femme, qui avait cotisé pendant près de trente ans sans jamais être malade, avait perdu tous ses droits parce qu'elle était repartie dans son pays pendant plus de trois ans. Elle était alors devenue ce qu'on appelle une « primo-immigrante », c'est-à-dire que ses trente années de résidence en France avaient été balayées d'un coup et qu'elle se trouvait dans la même situation que si elle arrivait pour la première fois.

Hakima a longtemps cherché un moyen de faire opérer sa mère. Ne gagnant que le SMIC, il lui était impossible d'emprunter de l'argent. Pourtant, elle avait trouvé une clinique qui acceptait de pratiquer l'opération pour 40 000 francs, soit près de la moitié du prix de l'Assistance publique. Mais c'était encore trop. Malgré tous ses efforts, elle n'est pas parvenue à réunir cette somme. Le visa de trois mois décline de jour en jour. De toute manière, maintenant, il est trop tard. On a trop attendu et les médecins ne peuvent plus rien pour elle. Cinquante-trois ans, elle a mon âge, et on aurait pu la sauver.

CLAUDE

PARIS
dimanche 28 avril - 17 h
lundi 29 avril - 20 h 30
THÉOPHILE
(amateur des « Chroniques de l'ozone », sur Radio Libertaire)
et TONIO GÉMÈME
se donnent en spectacle au
THÉÂTRE du TOURTOUR
20, rue Quincampoix, 4^e arr.
Entrée : 60 F.

CHRONIQUE DE L'IMMIGRATION

Non-assistance à personne en danger

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
Fax : (1) 49.29.98.59.

le monde libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

Aucun itinéraire fléché ne mène à la liberté

(Suite du ML n° 1035)

interdits — tels que les contingences de la vie et de la lutte le modèleront à chaque instant.

L'anarchie et le fédéralisme ne sont ni une religion ni un dogme, ce sont des propositions à vérifier sans cesse, dans la pratique, par tous et pour tous. Il ne revient pas aux anarchistes de décrire en détail les luttes et pratiques de rupture qui mèneraient « assurément » à une expression préalable de la liberté — ce serait de l'avant-gardisme —, mais d'avoir des pratiques et des propositions dynamiques et libératrices qui soient cohérentes avec les aspects objectifs et subjectifs de la situation actuelle.

Pour aborder cette situation, il est important de s'arrêter sur deux aspects particuliers de celle-ci, non qu'ils soient les seuls aptes à décrire avec pertinence le présent, mais parce qu'ils s'ajoutent aux analyses habituelles, « actualisent » la situation et la placent dans une perspective passée sous silence par les différentes analyses, qu'elles soient bourgeoises ou marxistes.

Les « Trente glorieuses »

Le prolétariat a vécu une situation particulièrement précaire jusqu'en 1945. Passons sur le XIXe siècle, sur lequel il n'est plus rien à ajouter, mais n'oublions pas que la situation n'était guère plus brillante à la fin de la Première Guerre mondiale. Ensuite vint la crise de 1929, et il faut attendre 1936 pour voir une sensible amélioration. Mais, tout aussitôt, c'est 1939 et les années noires de l'Occupation. C'est à partir de 1945 que commencent ce que Fourastié a appelé les « Trente glorieuses » (1945-1975, de la Libération au premier choc pétrolier). En fait, jusqu'en 1945, le prolétariat a vécu une situation quasi linéaire de difficultés : la famille comptait en général quatre enfants, ou plus, et les grands-parents vivaient souvent sous le même toit. Une famille se retrouvait avec un revenu, rarement deux, pour six à dix personnes. Durant les « Trente glorieuses », on verra des familles de quatre ou cinq personnes vivant avec un, sinon deux revenus, qui eux-mêmes auront sérieusement évolué.

On a imaginé trop souvent ces trente années comme un décollage de l'Histoire, permanent et irréversible. Il faut plutôt y voir une « bulle » liée à la convergence de divers facteurs : grands programmes nationaux de reconstruction et de relance des activités après la Seconde Guerre mondiale, nouveaux systèmes intercontinentaux (plan Marshall, Yalta, ONU...), nécessité de trouver de nouveaux débouchés (consommation de masse) en attendant un relatif décollage du tiers monde, néo-colonialisme... Mais les temps ont changé et les politiciens, appuyés par les divers experts, parlent depuis près de vingt ans de « crise » là où on assiste en fait au retour à la situation « normale » des



couches populaires en société oppressive.

Ces mêmes experts prédisent une relance de l'activité économique — relance des profits, bien sûr, qui n'a rien à voir avec l'amélioration des conditions de vie des couches populaires — et recommandent suppression du salaire minimum, privatisation des protections sociales, fiscalisation des prestations, généralisation du travail précaire, suppression de pans entiers de la législation du travail, flexibilité et annualisation du temps de travail (ce qui revient à adapter le travail au carnet de commandes sans avoir à payer ni heures supplémentaires ni chômage partiel), recommandations reprises en chœur par tous les techno-politiciens, de droite comme de gauche, avec pour seule nuance l'appel du pied vers leur clientèle respective et des instrumentalisation différentes.

C'est avec les mêmes « nuances » que l'on a vu l'unanimité se faire entre droite et gauche (souvenons-nous du «... sur ce point il n'y a pas de grandes divergences entre nous » de Fabius à Chirac) pour amalgamer délinquance, banlieues difficiles, immigration et nécessité de renforcer le contrôle et la répression. Pourtant, à droite comme à gauche, de Simone Veil à Françoise Gaspard, une propagande humaniste est possible, et il est simpliste de ne voir dans ces propos qu'une pêche aux voix lepénistes. Gauche et droite ont l'une et l'autre suffisamment de moyens médiatiques pour étouffer la propagande raciste sous une autre s'il ne leur était pas utile, une fois aux affaires, de faire sonner la chanterelle que Boulanger, de la Roque, Laval, Poujade ont déjà fait chanter avant que Le Pen ne s'y mette. Le but est, depuis dix ans, de frapper le monde prolétaire, en commençant par sa partie la plus fragile, pour se lancer à l'assaut des avancées sociales, renforcer, moderniser et banaliser tout un appareil répressif (policiers et judiciaires) afin de prévenir tout échauffement

populaire et, en proposant un « ennemi » tout désigné, entretenir un climat de division et de « guerre civile larvée » interne au prolétariat (pauvre contre pauvre, ghetto dans le ghetto) propre à maintenir la paix sociale en jouant le réflexe sécuritaire.

L'individu éclaté

L'autre point qui permet de mieux saisir la situation est cet aspect de l'oppression qui réside dans la segmentation de nos vies et dans l'extrême ramification des institutions dans notre quotidien.

La société d'oppression cherche l'éclatement de l'individu, par un temps individuel socialement segmenté dans des tranches quasi étanches avec leur propre espace social : l'enfance, l'adolescence, l'âge actif (I), le troisième âge ; par la division de notre espace personnel intérieur dans lequel il nous faut choisir un rôle définitif : femme, homme, homo ; par la segmentation de notre temps social sur de courtes périodes : « métro-boulot-dodo », et sur de longues périodes : week-ends, vacances, rentrée. L'espace social dans lequel il nous faut vivre cet éparpillement est lui-même segmenté en espace de logement, espace de loisir, espace de travail, espace de formation, sans compter tous les éclatements schizoïdes engendrés par l'interpénétration des différents rôles à assumer en des temps — et des espaces — segmentés : femme, mère, épouse, travailleuse...

Tous ces éclatements s'opposent à toute conscience collective de leurs situations par les intéressés et, atomisant ces situations, à toute identité collective. Ils permettent en même temps une extrême ramification des institutions dans notre quotidien. Par exemple : pendant que nous sommes dans notre rôle « travailleur » dans l'espace de production, la personne qui est dans son segment « enfance » va à

l'école et l'institution scolaire devient incontournable, non seulement dans sa fonction « connaissance », mais aussi dans sa fonction « éducation » et, plus gravement encore, dans la fonction « sociabilisation ». La reproduction du schéma de la société oppressive et l'illusion que ses institutions sont indispensables sont ainsi assurées.

D'autres phénomènes vont encore accentuer cette atomisation. D'une part, le tissu de solidarités traditionnelles et familiales s'est déchiré : durant les « Trente glorieuses », sous l'effet de la nette amélioration des conditions de vie, mais aussi sous celui de la modification de l'habitat (banlieues et zones pavillonnaires) et des diverses segmentations, la solidarité familiale a éclaté. Il n'y a plus que chez les familles très défavorisées et « marginalisées » (quart-monde, gitans...) qu'on trouve encore trois générations sous le même toit, alors que c'était courant dans les milieux populaires et ruraux d'avant-guerre. D'autre part, le lien avec le milieu rural qui permettait une solidarité matérielle s'est, dans le même temps, effondré : en 1995, 80% de la population vit en zones urbaines ou proches.

En même temps, la solidarité « de classe » s'est écroulée. Les améliorations des conditions de vie et de travail ont bien sûr beaucoup joué, mais ce qui a surtout été déterminant c'est la décentralisation technologique et géographique des grosses entreprises et le développement de la sous-traitance, qui a parcellisé, atomisé le monde du travail en petites unités autonomes indépendantes les unes des autres et pratiquant des politiques sociales et des modes de gestion disparates. De plus, le développement du secteur tertiaire a moins été une création d'emplois que l'extériorisation, la sous-traitance des activités tertiaires des entreprises (entretien-manutention, comptabilité-gestion, embauche et gestion, etc.) par des entreprises et des cabinets spécialisés.

Trois autres phénomènes vont encore enrayer la dynamique collective : l'existence d'une variété de plus en plus complexe de types de contrat de travail et de mode de rémunération, une mobilité de plus en plus grande de l'emploi entre différentes entreprises — avec des passages éventuels à l'ANPE et divers circuits de formation-insertion — et l'application du nec plus ultra de la gestion : l'articulation des « flux tendus », de l'annualisation du temps de travail et de la flexibilité de l'emploi qui permet désormais d'acheter la matière première et d'embaucher les salariés directement en fonction du carnet de commandes. Ces mécanismes, qui brisent toute solidarité, seront à leur tour renforcés par la segmentation sociale. Par exemple, les travailleurs d'une même entreprise n'habitent plus le même espace et sont dispersés dans une aire d'habitation de plus en plus étendue.

Ainsi, d'une part, la segmentation de nos vies en micro-espaces dispersés, éclatés, brisant les solidarités et la prise de conscience collective et, d'autre part, le retour à une situation économique précaire et sans autre perspective que l'aggravation décrivent désormais un champ d'action et une stratégie pour le moyen terme : restituer à l'être humain sa pleine dimension

intérieure-individuelle et sociale collective, non seulement de travailleur mais aussi et surtout de co-citoyen et de personne.

Coordination et fédéralisme

La société pour laquelle nous, anarchistes, luttons n'est pas une société où le citoyen et le travailleur sont disloqués par les conditions de la domination, mais où l'être humain se réalise pleinement citoyen, dans sa cité, dans l'éducation, au travail, dans ses loisirs... Et ce quels que soient (c'est-à-dire non pas malgré, mais grâce à) son âge, son sexe et son origine.

« Stratégie pour le moyen terme », ai-je écrit, et non à long terme car il nous faut savoir éviter la cristallisation sur des stratégies à long terme qui deviennent vite de vains combats d'arrière-garde, les luttes entraînant inévitablement une adaptation de l'oppression qui, à son tour, implique de nouvelles formes de lutte.

Pour être révolutionnaire, une lutte doit inciter chacun à la rejoindre. Elle doit donc être la pratique des espoirs telle que chacun puisse s'y reconnaître, en tant qu'individu, usager, parent, travailleur, consommateur... Il nous faut aujourd'hui mener des pratiques de rupture avec l'oppression dans tous les domaines de la vie de manière que ces luttes au quotidien contre l'oppression permettent de se découvrir des intérêts, des désirs communs, de les expérimenter ensemble et de mettre en place des nouvelles solidarités.

Pour lutter contre la segmentation oppressive, il est indispensable que ces luttes et pratiques de rupture s'articulent entre elles, se coordonnent, et cette articulation est fondamentalement révolutionnaire, car elle est la réponse de l'action à l'éclatement recherché par l'oppression.

Certes, coordination n'est pas fédéralisme, mais, le besoin suscitant les moyens, le fédéralisme se mettra en place petit à petit, en réponse aux contingences. Ce ne sera peut-être pas le fédéralisme décrit par les théoriciens de l'anarchisme, ce ne sera pas non plus celui mis en place par d'autres luttes (Kronstadt, l'Espagne 36...), ce sera celui des combats et des contingences d'aujourd'hui et des gens tels qu'ils sont.

Le fédéralisme n'est pas un modèle à mettre en place dès maintenant, un canevas, un moule dans lequel les « masses » n'auront plus qu'à se couler, libérées et reconnaissantes, mais une proposition à faire à tous ceux qui sont engagés dans une action quand celle-ci rencontre ses premières exigences d'articulation avec d'autres actions, d'autres champs de la vie.

Si le fédéralisme ne se fait pas par tous en fonction des désirs, des besoins, des luttes, des réalisations partielles, ce sera une fois de plus bâti à la place de ceux qui luttent, désirent, espèrent ; ce serait définir l'itinéraire fléché de la liberté. Ce serait une fois de plus de l'avant-gardisme.

JEAN
(gr. Maurice-Joyeux - Paris)

E
C
Dumo
titre
qui se
Depui
j'essai
vemen
presse
un pay
taire,
écrits,
me rép
devien
éviden
Bulgar
Le p
gnons
la voie
sangu
Ces
ne so
grangr
du cap
à visag
quotidi
ensem
conna
rumeu
Deput
prix, e
mafia
L'Etat
n'est pl
mains
Les fid
qu'à s'
ment de
L'Etat
vivant
qu'il l'
« révo
novemb
comme
(aout 1
service
tion),
tionnist
pour, e
l'appare
Le pe
tousjour

BER
SEM
INTÉ
DES
Du 5
les 1
illéga
organ
Rense
FAX G
(Appo

Le Ce
les 13
L
ANAR
BELGIC
Po
CE
65, rue

NOUVELLE BOURGEOISIE ROUGE, POUVOIR SOCIALISTE (EX-COMMUNISTE), MAFIA...

La Bulgarie est mal partie

EN REPRENANT et modifiant le célèbre ouvrage de René Dumont (*L'Afrique est mal partie*), ce titre reflète assez bien le marasme qui semble emporter la Bulgarie. Depuis un certain nombre d'années, j'essaie de rapporter le plus objectivement possible aux lecteurs de la presse anarchiste mes réflexions sur un pays ayant une tradition libertaire. En compulsant mes divers écrits, le lecteur a l'impression que je me répète, que je rabâche un fait qui devient, au fil des années, une évidence : rien n'a changé en Bulgarie.

Le peuple bulgare et les compagnons anarchistes semblent laisser la voie libre à leurs bourreaux, aux sanguines de l'ère post-communiste.

Ces ennemis de l'espèce humaine ne sont pas nouveaux. Cette gangrène existait déjà sous l'époque du capitalisme d'Etat. Ils œuvraient à visage couvert, en dehors de la vie quotidienne. Le quidam, dans son ensemble, n'était pas dupe et connaissait leur existence par rumeur interposée.

Depuis la première hausse des prix, en février 1991, l'Etat et la mafia se montrent au grand jour. L'Etat de la République bulgare, qui n'est plus socialiste, est toujours aux mains de l'ancienne *nomenklatura*. Les fidèles serviteurs ne pensent qu'à s'enrichir rapidement au détriment de la majorité de la population.

L'Etat est le dévot du peuple, vivant et régnant grâce aux tributs qu'il l'oblige à payer. Après la « révolution de velours » de novembre 1989, l'Etat communiste a commencé par affamer le peuple (août 1990 - février 1991, mise en service des tickets de ravitaillement), enclencher la spirale inflationniste (à partir du 1^{er} mars 1991) pour, enfin, spolier le peuple de l'appareil de production.

Le peuple et les anarchistes n'ont toujours pas demandé des comptes à

ces accapareurs des temps modernes. L'Etat a affamé son peuple alors que les produits de première nécessité étaient soit détruits soit conservés, attendant la hausse des prix.

Les dernières élections législatives (fin 1994) ont vu la victoire du Parti socialiste (ex-PC). Mais comble d'ironie, la nouvelle république a à sa tête un repère de « donneuses », de fidèles collaborateurs de la police politique de l'époque antérieure.

Le nouveau premier ministre, Jean Videnov, n'était pas tellement apprécié par ses camarades d'université quand il était étudiant à Moscou. Il ne faisait que son travail de responsable des jeunes communistes en rapportant les faits et gestes de ses camarades d'infortune auprès de l'ambassade bulgare à Moscou.

L'actuel président de la République, Jelio Jeleu, membre du parti de l'opposition, a un passé assez trouble. Les ambassades occidentales l'ont fait passer comme le Soljenitsyne bulgare. Après avoir écrit *Le Fascisme* (une soi-disant comparaison avec le communisme de l'époque), le cher président a été exilé dans son village natal. La répression semble bien puérile à côté de celle de Markov (assassiné [empoisonné] à Londres en 1978 par un fameux « coup de parapluie bulgare ») et des anarchistes jetés dans de nombreux camps de concentration (de l'après-guerre jusqu'au milieu des années 60). Des rumeurs et des documents circulent de plus en plus sur sa collaboration passée avec la police politique de Todor Jivkov (secrétaire du Parti communiste bulgare de 1954 à 1989, actuellement en résidence surveillée). L'actuel président de la république bulgare était-il un agent du Parti ?

L'Etat bulgare n'a pas, à proprement dire, une politique économique. Il se désengage de plus en plus des activités de production, de distribution et d'échange. Les unités de production, de distribution, ont déjà été distribuées aux camarades responsables. Les autres richesses sont aux mains de la mafia bulgare. Un compromis semble exister entre ces deux entités, comme au temps jadis. Ils ont le même but : s'enrichir rapidement au détriment de la population. Souvent dans les conversations, on retrouve ce vieil adage populaire : « *L'Etat bulgare, c'est la mafia* ». Néanmoins, le nouveau gouvernement ne passe pas son temps à compter les dividendes. Il travaille pour la famille des nouveaux riches, en démantelant les acquis sociaux.

Une sécurité sociale de plus en plus restreinte, des salaires bas, des retraites misérables font le bonheur des capitalistes bulgares et étrangers.

« *Enrichissez-vous !* » ; mais à quel prix ?

Ce slogan a remplacé le traditionnel « *Proletaires de tous les pays unissez-vous !* »

La seule résistance face à cette réappropriation détournée vient des campagnes. Les paysans, dans leur ensemble, refusent de rendre la terre aux coopératives gigantesques du temps jadis. Même le président de la République y va de son veto. Cette opposition ne correspond pas à nos pratiques anarchistes (possession oui, propriété non), mais elle a néanmoins le mérite d'exister dans une Bulgarie qui a oublié de mettre à son ordre du jour la lutte des classes. Néanmoins, l'organisation de l'espace agricole est marquée par la présence des tracteurs. Des villages « cheval-charette » côtoient des villages « tracteur », ceci dans un rayon de 20 kilomètres. Au moment de la grande braderie communiste (durant les années 1991-1992), le matériel agricole a été vendu pour une somme symbolique à la grande famille de la bourgeoisie rouge.

Actuellement, le monde rural reste seul garant des traditions et de l'hospitalité bulgare.

Les communistes, après leur victoire aux dernières élections législatives, tentent de remettre la direction des usines étatiques à des membres de la famille, sans tenir compte des aspirations et de la volonté des travailleurs. Des responsables, apolitiques ou membres des partis agrariens ou démocrates, ont été limogés alors que l'ensemble des travailleurs reconnaissait leur valeur professionnelle. A ma connaissance, il ne semble pas qu'il y ait eu des ripostes face à cette mainmise sur l'appareil de production. Les travailleurs bulgares semblent se complaire dans une léthargie de plus en plus funeste à la lutte des classes. L'individualisme, le repli sur soi semblent devenir le leitmotiv de la mentalité bulgare post-jivkovienne.

L'Etat bulgare, sous tutelle communiste, va même jusqu'à ruiner les dernières économies des travailleurs. Des banques (le plus souvent des officines de la bourgeoisie rouge) se mettent en liquidation,

emportant les sommes déposées à leurs guichets. L'affaire de la pyramide » de la région de Varna (ville située sur les bords de la mer Noire) en est le parfait exemple. Les épargnants ruinés ont dressé des tentes dans la capitale balnéaire, afin d'alerter l'opinion publique contre l'incapacité (ou la complicité) de l'Etat à poursuivre les escrocs. Ces rassemblements n'ont pas encore eu les résultats escomptés.

Le second ennemi du peuple bulgare est la mafia. Les procédés mentionnés ci-dessus caractérisent la majorité des activités de cet Etat dans l'Etat. La prostitution, le trafic d'armes et de drogue, le racket, les assurances sont ses principales activités. La mafia bulgare garde sa prédominance, alors que la mafia russe est obligée de lui verser l'obole pour pouvoir exercer ses activités de « bienfaisance ». Le seul code d'honneur existant entre ces différentes organisations du crime est celui du plus fort. Le président de la Fédération de lutte en a fait l'amère expérience, courant avril 1995, puis qu'il s'est fait mitrailler en pleine capitale, Sofia. Règlement de compte entre mafieux ou vengeance essentiellement les dernières péripéties des différentes mafias et des crimes crapuleux. Les quarante crimes par jour dans la seule ville de Varna (400 000 habitants) sont assez révélateurs de l'insécurité qui semble régner dans le pays. Laisser les différentes mafias se propager, régler leurs comptes au milieu des passants, consacrer un temps d'antenne à diffuser des faits divers aussi sanglants, bref, laisser se développer un sentiment d'insécurité dans la mentalité d'une population n'est-il pas le choix délibéré d'une politique ? Elle semble réussir car, de plus en plus, la population regrette l'époque où le Parti communiste tenait de main ferme le pays.

S'opposer à cet Etat dans l'Etat conduit inévitablement à la mort. Actuellement, il n'existe aucun mouvement capable de lutter efficacement contre le crime organisé. La police et la mafia semblent entretenir des rapports de bon voisinage. Elles doivent avoir quelques points communs... Rejoindre la classe des exploités ou l'organisation du crime, inspirer le risible ou la crainte, le choix est simple pour un jeune homme.

Le peuple bulgare vit dans un monde sans repère. Le bien est le mal et la résignation semble emporter l'esprit des plus conscients.

Les idées, les pratiques anarchistes doivent être diffusées auprès du peuple bulgare, à la fois comme force de résistance contre les ennemis du peuple et aussi comme proposition d'une société plus égalitaire et libertaire.

Les propositions des anarchistes peuvent être des réponses aux interrogations actuelles et des pistes pour une nouvelle société en Bulgarie. Par le passé, malgré la répression monarchiste, nos idées, nos pratiques faisaient partie intégrante de la vie quotidienne dans les campagnes comme dans les villes. Notre presse était diffusée à plus de 70 000 exemplaires par semaine, dans l'immédiate après-guerre. Les camps de concentration communistes se sont remplis de milliers de nos militants, et la répression a empêché, en grande partie, le renouvellement des générations de compagnons. Mais dans les mentalités bulgares, l'idéal est encore vivant.

Résister dans un premier temps contre les ennemis du peuple, puis proposer une société où nos idées et nos pratiques puissent être compatibles avec les aspirations des descendants de Spartacus, tel est le défi des anarchistes, pour que le titre de Dumont, transformé par mes soins, soit jeté dans les poubelles de l'histoire.

ROGER PALTOQUET

BERLIN SEMAINE INTERNATIONALE DES SQUATTS
Du 5 au 13 avril, les 15 derniers squatts illégaux de Berlin organisent une rencontre.
Renseignements :
FAX Götz Astatu : 030/312.13.98.
(Apportez votre couchage.)

Le Centre libertaire organise les 13 et 14 avril à Bruxelles
LES RENCONTRES ANARCHISTES (édition 1996) BELGIQUE-NORD de la FRANCE
Pour y participer, écrivez au
CENTRE LIBERTAIRE
65, rue du Midi, 1000 Bruxelles
BELGIQUE

Radio libertaire présente

Libertaire

présente

Collection

« Connaissance de l'anarchisme »

L'ANARCHISME

40 F

L'ANARCHISME R.L.

Collection

« Entretiens avec Henri Laborit »

- Eloge de la fuite
- La nouvelle grille
- La colombe assassinée
- Copernic n'y a pas changé grand chose
- L'homme et la ville

Collection

« Connaissance de l'anarchisme »

- L'anarchisme
- Anarchisme et marxisme
- Le fédéralisme libertaire
- L'organisation spécifique anarchiste

Prix : 40 F.

Carte d'auditeur : 35 F.

Prix par 4 : 30 F pièce.

MANIFESTATION POUR LES DROITS DES FEMMES AU CHESNAY

Après la Journée de la femme Le 9 mars... la pilule du lendemain

LE 27 JANVIER DERNIER, à l'appel de Ras l'Front, du syndicat CRC, de la CADAC, de l'association de Saint-Quentin-en-Yvelines « Les Amis du Chat Noir Turbulent » et des syndicats CNT 78 (Santé-Social-Education et PTT), nous étions une centaine pour nous opposer à la venue des intégristes de « SOS Tout-petits » et de la Ligue pour la Vie devant l'hôpital public (et laïque, comme tous les hôpitaux) André-Mignot, au Chesnay (près de Versailles). Nous avions fini par imposer la sortie des fachos de l'enceinte de l'hôpital, au prix d'échauffourées qui firent trois blessés.

Immédiatement, les intégristes annoncèrent par voie de presse leur intention de revenir le 9 mars. « Les Amis du Chat Noir Turbulent » et les sections CNT des Yvelines décidèrent de leur préparer une réception, en organisant ce même jour une manifestation pour les droits de la femme, dans les rues de Versailles. Nous voulions faire de cette journée le point final des manifestations anti-IVG sur la région et élargir le combat aux revendications générales



contre le sexisme et le patriarcat (en collaboration avec la commission Femmes de la CNT), démontrant que l'affirmation des droits des femmes est un acte positif, qui n'a pas besoin du repoussoir de l'intégrisme et de l'extrême droite pour être revendiqué.

Mais voilà, les notables versaillais ne l'entendaient pas ainsi. Le 6 mars, un arrêté préfectoral tombe, interdisant le rassemblement anti-IVG, mais aussi notre manifestation (oui, le 8 mars, c'est la Journée de la femme, mais après l'heure, c'est plus l'heure !). D'ailleurs, toutes nos demandes de salle pour accueillir les manifestants furent refusées, y compris par ceux qui la veille faisaient un meeting sur les droits des femmes (les mairies de gauche PC et PS).

Le 9 mars, 200 personnes, à l'appel de la CNT et des « Amis du Chat Noir Turbulent », se retrouvent sur le trottoir, bien décidées à ne quitter les lieux qu'après l'arrivée attendue des intégristes. Le syndicat CRC, lui, mobilise le personnel de l'hôpital en tenant une assemblée générale. A 14 h, une vingtaine d'intégristes et de militants du Front national pointent le bout de leur nez. Nous en accueillons certains nous-mêmes ; la police en interpelle cinq, dont un curé. Mais les forces de l'ordre se retournent ensuite sur nous, procédant à une charge. Les coups volent et deux copains sont interpellés. Ce n'est qu'après une heure d'un face à face tendu avec la police que nous acceptons de quitter les lieux, certains que les anti-IVG ne reviendront plus. Nous nous retrouvons ensuite au commissariat de Versailles pour exiger la libération de nos copains. Au cri de : « Libérez nos camarades », nous nous installons face au cordon de gardes mobiles qui protège le commissariat. Au bout d'une demi-heure, la police accepte de relâcher les deux interpellés. Nous repartons en groupe vers la gare et c'est sur le chemin qu'une nouvelle rafle a lieu. Deux militants sont interpellés sous le prétexte

étrange d'une plainte de fachos... Le quartier est alors quadrillé par un escadron de gardes mobiles. Enfin, à 20 h, grâce à la pression qui ne s'est jamais relâchée, les compagnons sont libérés. Les Parisiens prennent le train. Nous, les « locaux », nous retournons dans nos quartiers.

Bilan de la journée ? Pour nous, il s'agissait de démontrer qu'aucun quartier, qu'aucune ville, quelle que soient sa tradition et son histoire, ne doit être le terrain de jeux des intégristes et des fascistes. Nous militons et vivons ici. En tant qu'anarcho-syndicalistes, nous ne laisserons pas les Yvelines aux mains de ces sinistres guignols. A cet égard, nous ne pouvons que regretter l'absence des forces « démocratiques », pourtant maintes fois contactées ; celles-ci se contentent de communiquer de bonnes intentions dans la presse. Quant aux organisations venues « récupérer » leurs militants égarés, on ne les a pas revues aux abords du commissariat pour soutenir les victimes de la répression.

Enfin, les événements du 9 mars révèlent la tentation de certains de criminaliser le combat des femmes. Par l'appellation de pro-IVG, on renvoie dos à dos les deux camps, légitimant les interdictions. Et ceux qui se réjouissent de ce type d'interdictions devraient être attentifs au fait que la décision du préfet touchait aussi la défense des droits de la femme. Enfin croire qu'une telle décision supprime tout danger, c'est ignorer la réalité de ce retour à l'ordre moral, dont les commandos anti-IVG ne sont que la partie médiatique de l'iceberg. Et avec Christine Boutin, on est bien placé dans les Yvelines pour le savoir !

Notons aussi qu'un des interpellés est poursuivi pour rébellion. Nous vous avertirons, dès que nous en saurons plus. Pour le soutien aux victimes, contactez-nous : « Les Amis du Chat Noir Turbulent » - Les syndicats CNT 78, BP 262, 78053 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex.

Nous éditons un journal local *Le CaNarT*, dont le numéro de février est consacré aux combats pour les droits des femmes (abonnement 50 F pour 10 numéros, 100 F en soutien).

« Les AMIS du CHAT NOIR TURBULENT »

Programme d'actions anti-G7 de LILLE

Le groupe Humeurs Noires de la FA appelle à :
— une manifestation le samedi 30 mars, à 15 h, boulevard Jean-Baptiste Lebas, contre le pré-G7 des ministres de l'Emploi, de l'Economie et des Finances à Lille ;
— un concert avec *Carnivore 7*, *Jobby Crust* et *Vide Psychique*, le samedi 30 mars, à 18 h, au Bunker, 49 ter, rue du Docteur-Yersin ;
— une parade anti-G7 (théâtre de rue, musique...) le dimanche 31 mars, à 11 h, au marché de Wazemmes ;
— une réunion publique sur le thème : « Mondialisation du capitalisme : lutte mondiale contre le capital », le mercredi 3 avril, à 20 h, au Centre culturel libertaire, 1-2, rue Denis-du-Péage (M^e Fives).

FORUM de la LIBRAIRIE du MONDE LIBERTAIRE samedi 30 avril - 16 h 30 avec Yann Balinec autour de son livre « Le Fils de Judicaël ou les rois-chômeurs » (LE TRAVAIL POUR QUOI FAIRE ?)

MAMA BÉA
« Du côté de chez Léo... »
jusqu'au 30 mars - 21 h 30
théâtre Montmartre-Galabru,
4, rue de l'Armée-d'Orient (M^e Blanche)
75018 Paris
Entrée : 100 F (réduction : 70 F). Réservations : 42.23.15.85

RENDEZ-VOUS

BESANÇON

Jeudi 28 mars, 20 h 30 : conférence sur la « chanson anarchiste jusqu'en 1914 », avec Gaetano Manfredonia, au Cercle Suisse, rue Lacorie.
A l'initiative du groupe Proudhon de la FA.

MARSEILLE

Le groupe FA tient une permanence les premier et troisième jeudis de chaque mois, entre 18 h et 19 h 30, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (où l'on peut également lui écrire).

Le groupe anime également l'émission « On s'en branle », sur Radio Galère (88.4 FM), le deuxième mercredi du mois, de 22 h 30 à 23 h 30.

NANCY

Le groupe Jean-Roger-Caussimon de la FA organise, le vendredi 29 mars, à 20 h 30, une conférence avec Jacky Toubiet sur le thème : « Anarchisme et mouvements sociaux ». Cette conférence a lieu au restaurant L'Atelier, 87, avenue du Général-Leclerc.
Un repas suivra, pour lequel vous pouvez réserver au 83.15.10.54.

NICE

Chaque mardi soir, dès 20 h, le groupe FA de Nice organise des « discussions libertaires » au 19, rue de Dijon (près de l'ancienne gare du Sud).
De plus, les permanences du groupe se tiennent tous les samedis de 15 h à 18 h, à la même adresse.
Groupe FA c/o ADCL, BP 171, 06303 Nice cedex 4.

PARIS

Conférence du groupe Louise-Michel : vendredi 29 mars, 20 h : « Les Sectes », avec Xavier Pasquini, de *Charlie Hebdo*, au local « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (rue Lepic), métro Blanche ou Abbesses, 75018 Paris. Tél. : 42.23.32.18.

PARIS

Vous pouvez rejoindre le groupe Alliance (20^e arrondissement de Paris) dans les lieux suivants :
— collectif autogestionnaire du 20^e, 33, rue des Vignoles : permanence chaque dimanche, à 16 h 30 ;
— tables de presse à l'université de Tolbiac, 90, rue de Tolbiac, 75013 Paris : lundi et vendredi de 12 h à 14 h ;
— vente du ML à la criée : dimanche, en fin de matinée, rue Ménilmontant, en face du supermarché Champion, M^e Ménilmontant, 75020 Paris.

MONTPELLIER

Le groupe FA de Montpellier vous invite, le jeudi 4 avril, à 20 h 30, à une réunion publique sur le thème de « l'anarcho-féminisme » à L'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc.

NÎMES

Jeudi 4 avril, 20 h 30, réunion publique de la FA du Gard sur le thème de « logement », au centre culturel Pablo-Neruda, au 2^e étage.

RENNES

La FA organise, avec le SCALP, une réunion-débat le vendredi 29 mars, à 20 h, à la Maison du Champ de Mars, sur le thème : « Droit des femmes, seule la lutte paie ».
Hélène Hernandez, militante de la FA, syndicaliste et membre de la CADAC, animera cette réunion.

VALENCE

Un groupe de la FA s'est constitué sur Valence. Pour le contacter, écrivez à la librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon, qui transmettra.

VILLENEUVE-DE-BERG (ARDÈCHE)

Pour rejoindre le groupe anarchiste d'Aubenas, écrivez au CES, BP 15, 07170 Villeneuve-de-Berg.

A LA PETITE SEMAINE

Droits civiques

Il est des droits civiques qui ne servent à rien : les miens ! N'étant toujours candidat à aucune fonction officielle, demeurant par ailleurs, comme tous mes compagnons libertaires ou presque, délibérément rétif à la fréquentation des bureaux de vote, il devrait m'être permis de les déléguer pour les deux années à venir à M. Henri Emmanuelli, qui semble si affecté par la perte des sièges.
Qu'on m'entende bien, il ne s'agirait en aucun cas d'un abandon, mais d'un prêt. Car ces droits civiques ont ceci d'intéressant pour un anarchiste qu'ils peuvent lui être supprimés dans les grandes occasions. Ce fut pour un certain nombre de compagnons du passé une grande fierté que de se voir privé de ces gadgets pour esclaves consentants.

S'il y a d'ailleurs quelque chose de choquant dans la privation des droits civiques de l'ex-premier secrétaire du PS, c'est bien précisément que cette sanction fut longtemps tout à la gloire et à l'honneur de ceux qu'elle frappait. S'appliquant aujourd'hui au premier élu venu, au moindre des tripatouilleurs de finances douteuses qui pullulent en politique, elle le met au même rang que ces hommes courageux qui en furent privés pour avoir refusé la soumission ou commis de ces actes de rébellion que la justice, celle qui siège dans des palais, ne tolère point mais que leur conscience leur dictait.

Imaginer qu'un jour un naif, face à des condamnations identiques, puisse croire qu'un Emmanuelli est de la même trempe qu'un Lecoin ou un Marius Jacob, quelle tristesse !...

FLORÉAL

L'illusion communiste, illusion du socialisme par l'hypertrophie de l'Etat et la terreur

(Suite du ML n° 1035)

Ambiguïté de l'antifascisme

Car la vigilance anti-totalitaire, chez beaucoup, avait sombré dans l'ambiguïté de l'antifascisme, ou les avait détourné de l'action. Comment lutter contre Franco quand le Guépéou assassine en Espagne, dans ses prisons particulières, tous les suspects à Staline, du « trostkiste » Andrés Nin à l'anarchiste Camillo Berneri ? Dénoncer Hitler et si les exactions de l'Armée Rouge dépassent celles de l'armée allemande ? Exposer Auschwitz en gardant le silence sur Katyn et le goulag ? Comment combattre un fascisme en dissimulant le totalitarisme du partenaire communiste... Alors que les communistes avaient, de 1928 à 1933, en Allemagne, dans la stratégie « classe contre classe » de la « Troisième période » du Komintern, joint leurs efforts à ceux des nazis pour éliminer la social-démocratie, baptisée « social-fascisme », « ennemi principal de la classe ouvrière » et, donc, selon Furet, « entre 1930 et 1933, cible privilégiée de l'extrême droite et de l'extrême gauche. » (p. 236) Pourquoi, maintenant, privilégier l'illusion communiste si elle couvre les mêmes crimes que les fascismes ?

François Furet illustre l'impotence congénitale de l'antifascisme avec la décision de la Ligue des droits de l'Homme, dès les premiers procès de Moscou de 1936, de créer une commission d'enquête dirigée par Maître Rosenmark... qui aboutit, en 1937, à un rapport scandaleusement indulgent pour Moscou ; que combattent immédiatement Madeleine Paz, dont la Ligue refusera de publier la réfutation ; Félicien Challaye, Alain, André Breton, Giono, Georges Bataille... Mais que défendra le président de la Ligue, Victor Basch, par analogie avec l'unité de la révolution française, autant que par priorité de la lutte anti-hitlérienne, en écrivant : « Que préféreriez-vous si le choix vous en était laissé, la Révolution, avec ses crimes, ou pas de crimes sans Révolution, qui d'entre nous se déciderait pour la seconde solution ? » (p. 351) Quelques années plus tard, Victor Basch sera assassiné par les Miliciens de Vichy, au nom de la Révolution nationale.

Mais si F. Furet consacre quatre pages à cet inepte débat franco-français avorté, il ne cite qu'en quatre lignes de note le contre-procès, autrement sérieux, mis sur pied par la gauche américaine en 1938, avec l'aide de John



Moscou, 1987 : défilé d'Octobre 17, sur la place Rouge. Photo D. Janin / AFP.

Dewey et de la *Partisan Review*, où même Trotsky sera appelé à témoigner, et qui fournira la réfutation « la plus incontestable » à la sinistre mascarade judiciaire de Moscou. Francocentrisme curieux de la part d'un auteur présenté comme professeur à l'université de Chicago. Comme le remarque F. Furet (p. 328), « l'antifascisme est idéologique ; il a inscrit la démocratie sur ses étendards. Quelle démocratie ? L'Etat soviétique, censé incarner le prolétariat au pouvoir, en figure l'avant-garde ; successeur des révolutions bourgeoises, il en porte plus avant le message de liberté et d'égalité. »

Les avatars de l'antifascisme n'étaient pas terminés. « De septembre 1939 à juin 1941, Staline sera le principal allié de Hitler. De juin 1941 à mai 1945, son ennemi le plus acharné. » (p. 365) Le protocole secret du pacte germano-soviétique du 23 août 1939 laisse à l'URSS les pays baltes, la moitié de la Pologne et un cinquième de la Roumanie. Le 12 novembre 1939, Molotov va offrir à Hitler un partage du monde à quatre, avec l'Italie et le Japon, à condition de recevoir la haute main sur l'Irak du nord, l'Irak, la Turquie de l'est, la moitié des Balkans et la Finlande. Mais Hitler repousse les deux derniers points (pp. 385 et 400). Les termes « antifasciste » ou « antinazi » ont alors complètement disparu de la littérature communiste (p. 389).

Mais forcé par l'agression allemande de passer en 1941 dans l'autre camp, l'impérialisme russe conservera, grâce aux conférences de Téhéran, Yalta et

Postdam, ses annexions précédentes, avec, en plus, la haute main sur tous les Balkans et l'Europe centrale, et des territoires japonais. Dans l'intervalle, le terme « antifasciste », disparu du langage soviétique, avait fait une réapparition en fanfare (p. 397).

Par contre, l'Union soviétique continuera à faire silence sur l'antisémitisme nazi et « ira jusqu'à interdire toute mention des massacres de Juifs russes, biélorusses ou ukrainiens sur les monuments commémoratifs des crimes nazis commis sur son territoire. Au moment où elle s'acharne à mettre sur le compte de Hitler tous les crimes de la guerre, y compris ceux qu'elle a commis [Katyn, Ndir], elle se prive du seul argument qui permette de singulariser Hitler par rapport à Staline dans l'ordre du massacre délibéré : le génocide racial. Ainsi les Juifs ont-ils tout perdu, même leur malheur. Signe que les mauvais jours ne sont pas terminés. » (p. 407) « L'antisémitisme soviétique est plus fort après la guerre, et plus encouragé par le pouvoir, qu'à aucune autre période de l'histoire de l'URSS, et il va culminer dans la grande campagne « antisioniste » entre 1949 et 1953. » (p. 540) Et F. Furet s'étend (pp. 536-546) sur la censure qui empêcha l'écrivain juif russe Vassili Grossman de continuer son œuvre romanesque sur le thème des camps nazis.

De fait, antifasciste ou pas, l'Union soviétique garde le record des massacres et des persécutions de masse. De « la liquidation de dizaines de milliers de vieux cadres bolcheviks » (p. 322) au « génocide des paysans ukrai-

niens — cinq à six millions de morts » (p. 177), à la persécution des antifascistes de tous pays, avec (p. 384) la livraison à l'Allemagne de plusieurs centaines d'antifascistes allemands et autrichiens (dont Margrete Buber-Neuman, compagne du dirigeant du PC allemand liquidé par Staline, livrée par le NKVD aux SS, et qui, venant du goulag, deviendra à Ravensbruck, l'amie de la compagne de Kafka, et se fera injurier à Paris au procès Kravchenko par les porte-parole du PCF pour avoir évoqué les camps russes), à tous les communistes polonais présents en Russie, déportés ou tués, à commencer par les membres du Comité central du Parti (p. 433), aux 15 000 exécutés autour de Katyn (p. 382), après la suppression de la Pologne « fasciste » (p. 372), à la « rafle gigantesque » en juin 1940 de près d'un million d'arrestations dans les pays baltes (p. 383), à Varsovie insurgée laissée se faire écraser pendant un mois par les Allemands, devant une Armée Rouge immobilisée (p. 402), à « l'exode forcé de douze à quinze millions d'Allemands vers l'Ouest » (p. 408), devant une « Armée Rouge [qui] a multiplié les pillages et les viols sur son passage » (p. 405), aux deux millions de prisonniers de guerre russes livrés par les Alliés et liquidés ou envoyés au goulag (p. 429), aux peuples entiers des républiques supprimées du Caucase, etc., etc.

Hypertrophie du pouvoir d'Etat, terreur et manipulation des masses ne pouvaient mener qu'à l'opposé du socialisme

Avec du recul, il est temps, dans le bilan du siècle, de dire combien l'illusion communiste a été novatrice, en créant le totalitarisme, et combien, sous couvert de volonté révolutionnaire, elle a généré exactement le contraire de ce que le marxisme, comme l'ensemble du mouvement socialiste prétendait amener. Résultat que la pensée libertaire, de Proudhon à Bakounine et Kropotkine, avait pressenti de longue date, en s'opposant aux méthodes marxistes et maxistes, qui privilégiaient l'action de l'Etat. Les libertaires ont toujours dénoncé l'Etat comme

porteur, à long terme, de la sclérose bureaucratique de la société, et comme tendant inéluctablement à créer sa classe dirigeante. Tandis qu'à court terme, notamment en cas de crise, la terreur policière ne-peut entraîner le pouvoir qu'à démentir et renier toutes les aspirations humanitaires annoncées.

C'est ce que F. Furet méconnaît complètement quand il se penche sur les origines de la « passion révolutionnaire ». Aussi simplifie-t-il le débat en ne voyant en octobre qu'« un putsch réussi dans le pays le plus arriéré d'Europe par une secte communiste, dirigée par un chef audacieux... » (p. 36). Il s'agissait là, plutôt, d'un fourvoiement tenace de la pensée et de l'action d'une partie considérable du mouvement socialiste, obnubilée par la prise du pouvoir. Il est plus près des réalités quand il affirme : « Bolchevisme et national-socialisme partagent en effet une véritable religion du pouvoir, professée le plus ouvertement du monde. Pour le conquérir et pour le conserver, tous les moyens sont bons, non seulement contre l'adversaire, mais aussi contre les amis. Jusqu'à l'assassinat, les pillages et les viols sur son passage » (p. 405), aux deux millions de prisonniers de guerre russes livrés par les Alliés et liquidés ou envoyés au goulag (p. 429), aux peuples entiers des républiques supprimées du Caucase, etc., etc. » (p. 228)

Ceci transparait clairement dans les confidences de Hitler à Rauschning (Hitler m'a dit, 1939) : « Ce qui m'a intéressé et instruit chez les marxistes, ce sont leurs méthodes... Tout le national-socialisme est contenu là-dedans... Les sociétés ouvrières de gymnastique, les cellules d'entreprise, les cortèges massifs, les brochures de propagande rédigées spécialement pour la compréhension des masses, tous ces nouveaux moyens de la lutte politique ont été presque entièrement inventés par les marxistes. Je n'ai eu qu'à m'en emparer et à les développer, et je me suis ainsi procuré l'instrument dont nous avions besoin. »

Pour être juste, il faut rappeler que certains marxistes authentiques ont été parmi les premiers à démonter le système communiste, tel Otto Bauer disant en 1936 : « La dictature du prolétariat y a pris la forme spécifique de la dictature totalitaire monopolistique du Parti communiste. » (p. 192) Néanmoins, la leçon reste que se proclamer antifasciste sans être résolument et explicitement anti-totalitaire est un sens, ou, plutôt n'est qu'une formule creuse dictée par l'illusion.

ROLAND BRETON

SOMMAIRE

Page 1 : Immigrés : à quand le code-barres (suite p. 2), Aucun itinéraire fléché ne mène à la liberté (suite p. 4).
Page 2 : Immigrés : à quand le code-barres (suite de la « une »), Non-assistance à personne en danger.
Page 3 : Echo de lieux de galère... Osny et Nanterre, Lettre à M^{me} Fichot...
Page 4 : Aucun itinéraire fléché ne mène à la liberté (suite de la « une »).
Page 5 : La Bulgarie est mal partie.
Page 6 : Le 9 mars... la pilule

du lendemain, Rendez-vous, A la petite semaine : Droits civiques.
Page 7 : Sébastien Faure, « Adriaena Buenos Aires » et « Chahiers de tout et de rien » de M. Fernandez, Editions du groupe Maurice-Joyeux, Appel à souscription, Associations.
Page 8 : L'illusion communiste, illusion du socialisme par l'hypertrophie de l'Etat et la terreur (suite du ML n° 1035).

Pages I à IV : Supplément Education.

BONAVENTURE ET FREINET

L'école, quels désirs, quels pouvoirs ?

Le seul critère de l'éducation c'est la liberté,
la seule méthode c'est l'expérience.

LES DIFFÉRENCES entre Bonaventure et Freinet sont nombreuses. Si nombreuses que la petite république éducative qu'est Bonaventure s'affirme avant tout libertaire.

Les ressemblances entre Bonaventure et Freinet ne manquent cependant pas. A telle enseigne que Bonaventure, en tant que classe, a choisi délibérément d'adhérer au Mouvement Freinet. Paradoxe ?

Sans aucun doute. Mais peut-être moins qu'il ne semble y paraître au premier abord.

Divergences

C'est bien connu, Célestin Freinet a été adhérent au Parti communiste français de 1926 à 1948, et c'est peu dire que son projet éducatif est resté longtemps marqué au fer rouge du stalinisme.

Une école du peuple à la mode d'un prolétariat mythifié pour les besoins de la cause d'une avant-garde auto-proclamée, des valeurs maréchalistes (maréchal Staline et... nous voilà) comme le travail, « des confusions » entre un service public, laïque et gratuit d'enseignement et d'éducation et l'école de l'Etat, des billevesées comme la volonté de faire danser le rock de l'autogestion à des institutions fonctionnant à la hiérarchie, à l'autorité, au centralisme... tout cela, et bien d'autres choses encore, relève de cette empreinte et se situe aux antipodes de l'être profond libertaire.

C'est bien connu également, une fois la rupture consommée avec le PCF, le Mouvement Freinet est resté sous le coup d'une certaine méfiance à l'encontre d'une approche politique de l'éducation et s'est peu à peu laissé enfermer dans une logique pédagogique se réduisant elle-même très vite à un catalogue de recettes et de techniques (l'imprimerie, la correspondance interscolaire, la coopérative de classe, les fichiers autocorrectifs...). Et là encore, cette conception « étriquée » de l'autogestion qui a permis au pouvoir (à l'Education nationale) de

Cap sur l'aventure



reprandre à son compte certaines recettes du catalogue, se situe aux antipodes de l'être profond libertaire.

Convergences

Par delà ces divergences de fond dont beaucoup sont datées et qui n'ont jamais affecté la totalité ni peut-être même la majorité des « Freinétistes », il existe cependant de nombreux points de convergences entre Freinet et les libertaires.

Les uns et les autres ont une approche politique et sociale de l'école et de l'éducation et ne conçoivent pas que l'on puisse véritablement changer l'école sans changer la société. Ils s'affirment partisans résolus d'un service public et social, laïque et gratuit, d'enseignement et d'éducation. Ils affichent clairement un certain nombre de valeurs comme l'égalité des chances, la liberté, l'égalité, l'entraide, l'autonomie, l'épanouissement des individus... Ils dénoncent tout aussi clairement l'école capitaliste comme relevant d'une logique de l'inégalité des chances (les enfants des classes

ouvrières sont peu nombreux à faire des études secondaires et encore moins nombreux à faire des études supérieures) et d'une logique, sinon de dressage, du moins de l'étouffement de la personnalité enfantine. Ils proposent un certain nombre de techniques susceptibles de permettre à l'école d'opérer un renversement de perspectives : absence de notes et auto-évaluation, coopération et autogestion, conseils d'enfants, des apprentissages fondamentaux à partir des productions des enfants et non à partir d'une consommation de normes dont la connotation sociale (bourgeoise) est flagrante, l'acquisition de méthodes permettant et d'aller à la source des savoirs et de les construire... Ils ne se contentent pas de grands discours et éprouvent un besoin irrésistible de se confronter au réel en agissant ici et maintenant...

Bref, entre l'essentiel de Freinet et celui de libertaires comme Paul Robin (Cempuis), Sébastien Faure (La Roche), Francisco Ferrer (Les Ecoles modernes)... les convergences

(suite p. II)

« Il était clair qu'au départ tout le monde devait savoir lire, mais qu'il n'a jamais été dit que tout le monde devait savoir écrire et que tout le monde devait savoir parler ; au contraire, peu de gens devaient savoir écrire et peu de gens devaient savoir parler, c'est-à-dire s'adresser à un public, parce que, là aussi, il y a un pouvoir. » (R. Fonvielle) (1).

L'idée de mettre les enfants au cœur du système éducatif, que l'on retrouve, aujourd'hui, dans tous les discours sur l'Ecole, nous la revendiquons. Mais derrière les affirmations générales, quelles sont les intentions prioritaires et ce qui va être retenu dans un contexte donné ?

« L'enfant au cœur du système, ne serait-ce pas comme le soldat de 2^e classe au cœur du champ de bataille... » (2), les acteurs principaux étant ailleurs ? Si l'on ne parle plus de l'Enfant mythique, imaginé par chaque adulte, mais des enfants, alors on s'aperçoit qu'ils constituent une collectivité et qu'on ne peut faire l'impasse sur les questions de pouvoirs et sur la nécessaire coopération au sein de cette communauté humaine. Il n'est donc pas anodin de constater que le système a préféré mettre en avant des thèmes tels que l'évaluation (celle des enfants par les adultes, bien sûr) qui vont permettre toutes les manipulations, et celle, surtout, qui consiste à nier aux enfants le droit d'agir sur leur propre éducation.

Face à cette réalité, des pratiques de rupture existent qui privilégient l'authenticité, le désir, la formation de la pensée, l'entraide, la maîtrise des moyens d'expression.

Cela passe d'abord par la mise en place de structures coopératives (« conseils », etc.) au sein de la classe. Nous parlons ici d'un milieu vivant avec ses relations affectives, ses repères construits en commun, ses responsabilités, le lent apprentissage d'une structuration du groupe en fonction de ses projets, apprentissage qui va permettre la remise en cause des leaders, l'intégration d'enfants « en difficultés ».

Mais l'instauration de nouveaux rapports entre les enfants et les adultes exige aussi un changement radical dans les contenus mêmes. Textes libres, ateliers d'écriture, textes collectifs, créations mathématiques, etc., la mise en place des recherches et des créations dans la classe doit impérativement s'appuyer sur les préoccupations des enfants et sur leurs créations, car, derrière les « outils » (les fameux « fichiers Freinet ») qui oublient souvent d'être seconds et qui conduisent à une dérive productiviste, ce qui est ici en jeu, c'est bien la possibilité, pour les enfants, d'expérimenter, de pouvoir faire ses propres expériences, et la garantie de sa libre expression.

PHILIPPE BOUBET
(gr. Henry-Pouaille de Saint-Denis)

(1) Autre Ecole (bulletin de la Région parisienne du Mouvement Freinet) n° 4, p. 10.
(2) Autre Ecole n° 6, p. 6.

7^e semaine
1^{er} - 6 avril 1996
de la Presse
dans l'Ecole



Ministère de l'Éducation nationale,
Organismes Professionnels de la Presse,
MESP: MEF, SUDP, Presse Yvelinienne,
Radio-France, Agence France Presse



Bonaventure et Freinet



Les Bonaventuriers de la petite république éducative libertaire d'Oléron.

(Suite de la « une »)
sont légion, et c'est pourquoi Bonaventure (comme classe mais pas comme république éducative) a choisi d'adhérer au Mouvement Freinet.

Paradoxe et cohérence

De ce « ralliement » au Mouvement Freinet, certains (dans le mouvement libertaire comme dans le Mouvement Freinet) peuvent bien évidemment s'étonner. Les convergences pédago-

giques, éducatives, politiques et sociales ont beau être évidentes, il n'en demeure pas moins que...

Ceux-là ignorent vraisemblablement qu'avant et pendant la révolution espagnole de 1936 bon nombre d'enseignants de la CNT se réclamaient de Freinet; qu'en 1934, parce qu'il s'est fait « jeter » de l'Education nationale, Freinet n'a pas hésité un seul instant et a ouvert (après l'avoir construite) une école privée (un peu particulière car elle a commencé par accueillir, en plus des enfants de Freinet, des enfants de réfugiés

espagnols); que les staliniens n'ont cessé de lui reprocher son engagement pédagogique et éducatif pour le motif que l'énergie consacrée aux problèmes pédagogiques était perdue pour le grand combat politique et syndical, alors que bon nombre de militants Freinet étaient tout sauf absents des combats politiques et syndicaux...

Ceux-là ignorent vraisemblablement qu'une société libertaire est fondamentalement pluraliste, que les temps changent, que la réalité actuelle des pédagogies autogestionnaires dont sont parties prenantes les libertaires et le Mouvement Freinet évolue vers plus de sens politique et social, et que l'heure est peut-être en train de sonner d'une rencontre et d'un véritable débat entre les différentes composantes de ce mouvement pédagogique autogestionnaire...

Bonaventure, qui n'ignore rien de tout cela, a choisi d'être présent dans cette rencontre et dans ce débat, et par delà certains paradoxes apparents, s'estime en pleine cohérence avec son être profond libertaire et révolutionnaire.

JEAN-MARC RAYNAUD

Un minibus pour Bonaventure

Les effectifs de Bonaventure étant en augmentation (douze enfants cette année) et risquant encore de croître l'an prochain, le ramassage scolaire des enfants les plus éloignés de l'école (jusqu'à 10 kilomètres) devient chaque jour un peu plus une nécessité criante.

Pour ce faire, comme pour « transbahuter » les petit(e)s citoyen(ne)s de Bonaventure deçà de là (déplacements réguliers à Saintes pour le travail entrepris avec l'association Trait d'Union, classes de ville, de montagne, animations diverses s'effectuant à l'extérieur de Bonaventure...), un minibus (d'occasion) ferait assurément notre bonheur.

Bonaventure, école libertaire laïque et gratuite, mais n'étant subventionnée ni par l'Etat, ni par le patronat, ni par le Vatican, ni par la CIA, ni par le KGB... s'adresse donc une fois de plus à vous et à tous ceux et toutes celles qui ont dans le cœur un monde nouveau et une école de l'égalité des chances éduquant les enfants à (et par) la liberté, l'égalité, l'entraide, l'autonomie, l'autogestion et la citoyenneté.

Alors si vous avez un minibus dont vous ne savez que faire, si vous en connaissez un à vendre pas cher, si vous avez trois sous... n'hésitez pas !

BONAVENTURE

N.B. : chèque à l'ordre de Bonaventure, à envoyer à : Bonaventure, 35, allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron.

Une école libertaire BONAVENTURE
Premiers pas d'une république éducative
éditions du Monde Libertaire (Paris)
éditions Alternative Libertaire (Bruxelles)
60 francs

Ils se prénomment Nathan, Gaël, Maëlis, Bénédicte, Bertille, Emilie... Ils ont de 3 à 9 ans... Ils habitent sur une petite île de Charente-Maritime : l'île d'Oléron. Depuis septembre 1993, ils vivent une aventure peu ordinaire.

A Bonaventure, en effet, ils apprennent à lire, écrire, compter... mais également et surtout à apprendre à apprendre. A construire des savoirs. A s'apprendre.

Dans le cadre d'une petite classe unique. Mais également en dehors de la classe et de l'école. Via un certain nombre d'activités « extra-scolaires ». En s'immergeant dans le réel ambiant. En explorant cette fantastique école qu'est la vie. Et tout cela au rythme endiablé d'une éducation permanente à l'été par la liberté, l'égalité, l'entraide, l'autonomie, l'autogestion et la citoyenneté.

Ecole libertaire, centre d'éducation libertaire, république éducative libertaire, Bonaventure fait assurément partie de ces rares perce-neige têtus qui taraudent inlassablement le grand manteau blanc de l'hiver éducatif pour y mettre quelques touches de couleur anti-autoritaires et faire des pieds de nez à un système qui envoie des générations entières se faire couper les ailes dans les abattoirs-abrutissoirs de la scolarité ordinaire.

Mais Bonaventure ce n'est pas que cela ! En brandissant haut et clair le drapeau de la laïcité, de la gratuité, d'un financement social, de l'égalité des salaires, de la propriété collective... En tissant des liens avec des alternatives sociales, culturelles, syndicales, politiques... de type anti-capitaliste et anti-autoritaire... En affirmant la nécessité d'un service social d'enseignement et d'éducation qui soit vraiment celui de l'égalité des chances... Bonaventure se veut, en effet, l'un des fantassins de cette petite armée de gueux qui labourent inlassablement les terres ingrates d'une transformation sociale radicale.

Ce livre est le récit tumultueux de cette quête. De ce combat. De cette aventure éducative et sociale. C'est un coup de pied au cul de toutes les résignations, une main tendue aux possibles et un formidable clin d'œil à l'espoir. • En vente à la librairie du Monde Libertaire (chèque à l'ordre de Publico). Ajoutez 10% de frais de port.

Supplément au ML 1036 **Rédaction-Administration**
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom.....
Adresse
Code postal Ville.....
Pays.....
A partir du n° (inclus).
Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

PRES
A mond
enseignant
leur chair
Syndicalist
pés dans la
de l'Enseig
que ne se r
14-18, pour
capitaliste
plus juste e
la commissi
leur revue
chissent au
une pédago
Active » et
Leurs reg
grands anc
Pestalozzi.
d'avant 19
Robin à
Cempuis d
intégral), d
Escula M
(Enseigne
Sébastien F
Rambouill
taire), ainsi
d'École n
Vasconcello
Kirchstenst
Ils s'intér
expériences
(A. Ferri
Decroly), en
Allemagne
pédagogues
Travail de
Blonskij, Kr
Jeune inst
de guerre,
nombreux
Emancipée,
sante Clar
taire les Hu
Wullens. Il
l'Education
Ecoles liber
1922, puis s
avec une dél
Dans sa m
Bar-sur-Lou
introduit en
l'imprimeri

Un

Aujourd
avoir les
Fédérati
l'éducatio
Ce sup
anarchiste
tion com
d'action.
et ce qui
aux autre
coordinati
tous les
nale ou p
tion a fait
ment à
pourquoi
regarder
l'Education
la conclus
même.

CÉLESTIN FREINET (1896 - 1996)

R E P È R E S

A PRES la Première Guerre mondiale, nombreux sont les enseignants pacifistes marqués dans leur chair et dans leur conscience. Syndicalistes révolutionnaires regroupés dans la Fédération des Membres de l'Enseignement, ils luttent pour que ne se reproduise plus la tuerie de 14-18, pour mettre fin à l'exploitation capitaliste et construire une société plus juste et plus humaine. Au sein de la commission pédagogique et dans leur revue *l'Ecole Emancipée* ils réfléchissent aux moyens de promouvoir une pédagogie populaire par l'« Ecole Active » et « les centres d'intérêt »...

Leurs regards se tournent vers les grands anciens (Rabelais, Rousseau, Pestalozzi...) et vers les expériences d'avant 1914 comme celles de Paul Robin à l'orphelinat public de Cempuis dans l'Oise (Enseignement intégral), de Francisco Ferrer et son Escuela Moderna en Espagne (Enseignement rationaliste) et de Sébastien Faure à La Roche près de Rambouillet (Enseignement libertaire), ainsi que vers les expériences d'Ecole nouvelle de Faria de Vasconcellos près de Bruxelles et de Kirchstenseiner en Allemagne.

Ils s'intéressent aussi de près aux expériences des années 20 en Suisse (A. Ferrière), en Belgique (O. Decroly), en Italie (M. Montessori), en Allemagne... et bien sûr aux pédagogues prolétariens de l'Ecole du Travail de la jeune URSS (Pistrak, Blonskij, Kroupskaïa...)

Jeune instituteur, rescapé et blessé de guerre, Célestin Freinet écrit de nombreux articles dans *l'Ecole Emancipée*, dans la revue communisante *Clarté*, et dans la revue libertaire *les Humbles* de son ami Maurice Wullens. Il participe à des congrès de l'Education Nouvelle et visite les Ecoles libertaires de Hambourg en 1922, puis se rend en URSS en 1925 avec une délégation syndicale.

Dans sa modeste classe rurale de Bar-sur-Loup (Alpes-Maritimes), il introduit en 1924 un outil nouveau, l'imprimerie, rend compte de ses

expériences et fait quelques adeptes.

En octobre 1926 il entreprend une correspondance interscolaire régulière avec René Daniel et sa classe de Saint-Philibert en Trégunc, dans le Finistère, puis lance une « Coopérative d'entraide pédagogique » avec une revue *l'Imprimerie à l'Ecole*, mettant en place un réseau des « Livres de Vie », composés et imprimés par les écoles travaillant à l'imprimerie.

Les meilleurs textes sont regroupés en avril 1927 dans une co-revue d'enfants *la Gerbe*, à parution mensuelle.

En août 1927, à l'issue du congrès de la Fédération de l'Enseignement (CGTU) à Tours, se tient le premier congrès international (déjà !) de l'Imprimerie à l'Ecole, avec la présence de la majorité des 40 premiers adhérents actifs, dont un délégué officiel du ministère de l'Instruction Publique espagnole, Manuel J. Cluet. Les imprimeurs étrangers absents (Belgique, Suisse) ont envoyé des rapports sur leurs activités.

En octobre 1927, sous l'impulsion de Rémy Boyau et d'instituteurs girondins est fondée la Société « Cinématique Coopérative de l'Enseignement laïc » qui assure prêts et vente de films, projecteurs, caméras et même envisage la production de films pédagogiques.

En août 1928, lors du second congrès à Paris, les activités de l'imprimerie et de la radio fusionnent avec celles du cinéma au sein de la Société « Coopérative de l'Enseignement Laïc » (CEL) dont la revue est *l'Imprimerie à l'Ecole*.

De « l'unité de l'enseignement » aux « méthodes naturelles d'apprentissage », les adhérents de la CEL approfondissent techniques et méthodes nouvelles, et par souci de matérialisme pédagogique vont éditer les *Enfantines*, les *Fichiers Scolaires Coopératifs*, et en février 1932 une brochure documentaire pour les

enfants : la *Bibliothèque de Travail* (BT).

En octobre 1932 la revue *l'Imprimerie à l'Ecole* devient *l'Educateur Prolétarien*, et la CEL produit un court métrage engagé *Prix et Profits* avec Yves Allégret et les frères Prévert. En pleine montée du fascisme et du nazisme en Europe, le Mouvement de l'Imprimerie à l'école et son leader Freinet vont être la cible, de 1932 à 1934, de violentes attaques de l'extrême droite (l'Action Française). L'école de Saint-Paul-de-Vence où enseigne Freinet depuis 1928 est attaquée par des notables fascisants. L'administration refusant d'assumer ses responsabilités malgré une mobilisation unanime de la gauche et de personnalités artistiques et intellectuelles, Freinet n'accepte pas son déplacement d'office et est contraint de se mettre en congé de l'enseignement. Il a alors 37 ans ! D'autres adhérents de la CEL seront également sanctionnés (Boyau, Wullens, Roger, Lagier-Bruno).

En 1935, Célestin et Elise Freinet ouvrent une école privée « prolétarienne » à Vence. Pendant le Front Populaire, Freinet lance un « Front de l'Enfance », présidé par Romain Rolland, et s'adresse aux parents pour promouvoir une méthode nouvelle d'éducation populaire. Il lance les *Brochures d'Education Nouvelle Populaires* (BENP).

En 1937, son école accueille de nombreux enfants victimes de la guerre civile en Espagne. Une école « Célestin Freinet » est ouverte à Barcelone par la Généralité de Catalogne. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les activités du Mouvement Freinet sont interrompues. Freinet est arrêté par la police de Vichy, interné dans plusieurs camps, puis assigné en résidence surveillée dans les Hautes-Alpes. L'école de Vence est fermée et saccagée. De nombreux adhérents de la CEL subiront la déportation et périront (Bourguignon, Torcat...). A la Libération, Freinet anime le

Comité Départemental de Libération à Gap où il s'occupe d'enfants victimes de la guerre. La CEL renaît de ses cendres et va désormais s'installer à Cannes. *L'Educateur* reparait dès 1945, et malgré les difficultés l'école de Vence peut rouvrir.

Le Mouvement Freinet se développe rapidement, s'organisant en 1947 en Institut Coopératif de l'Ecole Moderne (ICEM).

Face aux calomnies lancées contre lui par le PCF, Freinet et Elise quittent le Parti en 1948, après 22 ans d'adhésion.

En 1949, c'est la sortie du film *l'Ecole buissonnière* de J.-P. Le Chanois, sur un scénario d'Elise Freinet, consacré au Freinet novateur et à l'affaire de Saint-Paul-de-Vence. Ce film populaire sera un succès et aura un énorme retentissement. C'est aussi l'année où paraît le livre *Naissance d'une pédagogie populaire* d'Elise Freinet.

De 1950 à 1954, une campagne virulente des stalinienens contre Freinet tente sans succès de déstabiliser l'ICEM et la CEL.

En 1957 est créée la FINEM (Fédération Internationale des Mouvements d'Ecole Moderne), regroupant les Mouvements de dix pays et consacrant le rayonnement international de la pédagogie Freinet.

De nouvelles revues : *Art enfantin* en 1950, *Techniques de vie* en 1959, *l'Education second degré* en 1963, et bien d'autres... vont voir le jour.

En 1964, l'école Freinet est reconnue comme école expérimentale, et ses enseignements pris en charge par le ministère de l'Education nationale.

Sa renommée attire de nombreux stagiaires et visiteurs du monde entier, et s'y déroulent tous les étés des rencontres appelées « journées de Vence », avec la participation de personnalités et de chercheurs du monde de l'éducation.

L'itinéraire de Freinet se poursuit jusqu'à sa disparition, à 70 ans, en 1966, sous le signe des méthodes

naturelles et du tâtonnement expérimental, mais aussi des combats avec son Mouvement sur les conditions de travail (25 élèves par classe dès 1953 !) et la défense de l'enfance et... de la paix.

Elise Freinet continuera leur œuvre et assurera la gestion de l'école jusqu'à son décès en 1981. Leur fille Madeleine Bens-Freinet assumera jusqu'en 1991, date à laquelle l'école Freinet, rachetée par l'Etat, devient école publique d'Etat et fait désormais partie du patrimoine, avec de sérieuses garanties de reconnaissance de l'œuvre de Célestin et Elise Freinet.

Le Mouvement Freinet continue de poursuivre son chemin, et l'ICEM adopte à Pâques 1968 la *Charte de l'Ecole Moderne* puis, redynamisé par Mai 68, les *Perspectives d'Education Populaire* (PEP) en 1978.

Après 1981, illusions et désillusions, déclin du militantisme associatif entraînent des difficultés dans le Mouvement.

En 1986, la CEL dépose son bilan, mais redémarre avec la S.A. des PEMF (Publications de l'Ecole Moderne Française).

Aujourd'hui, les classes coopératives de l'Ecole Moderne fonctionnent toujours avec les techniques de l'expression libre et du journal scolaire, de la correspondance interscolaire et des réseaux, avec l'apport des techniques modernes que sont l'informatique, le minitel, le fax, la vidéo...

Comme à ses origines, un même espoir en la liberté de l'enfant et en l'Homme anime les enseignants de l'ICEM, convaincus que la pédagogie de Freinet, vivante et généreuse, est porteuse d'une éducation populaire synonyme d'espoir et de modernité pour le XXI^e siècle.

« LES AMIS DE FREINET »
Commission histoire
et patrimoine
HENRI PORTIER -
CLAUDE GUIHAUMÉ

Un sens possible au « Tous ensemble ! » de novembre-décembre 1995 : le réseau Education

Aujourd'hui, quelles stratégies doivent avoir les libertaires, militants de la Fédération anarchiste ou pas, dans l'éducation ?

Ce supplément le rappelle, les anarchistes ont toujours placé l'éducation comme une de leurs priorités d'action. Seulement, ce qui a manqué et ce qui manque encore par rapport aux autres forces politiques, c'est une coordination qui mettrait en mouvement tous les acteurs de l'Education nationale ou pas. L'idée d'un réseau éducation a fait son chemin. Il en est seulement à sa création. Expliquer le pourquoi du réseau, c'est évidemment regarder les forces en présence dans l'Education nationale et ensuite en tirer la conclusion qui s'est imposée d'elle-même.

En faisant le point sur les forces politiques et syndicales dans l'Education, on s'aperçoit que le mouvement de novembre-décembre 1995 a quelque peu bouleversé les données. Et ce pour ceux raisons essentielles. La première est celle de la présence forte de la FSU durant les grèves et les manifestations, ce qui lui permet en ce début d'année 1996 de venir siéger au Conseil économique et social. La deuxième est que le SGEN-CFDT, de par son action-commando contre Notat en décembre, lors d'une manifestation, a contre lui sa direction confédérale — on se rappelle sa mise au ban quelques jours après — et se demande qui pourra bien l'accueillir si le syndicat est mis à la porte de la CFDT, à l'occasion du prochain congrès qui doit bientôt avoir lieu.

Ces deux faits remettent en selle la recomposition syndicale qui, voilà peu, était tombée dans les oubliettes. Surtout que, maintenant, certains n'hésitent pas à parler d'une nouvelle confédération, avec comme pivot la FSU et comme petits syndicats satellites les SUD (PTT et Rail), CRC, SNUI... Ce qui pourrait permettre au SGEN, si besoin était, de se confédérer, mais en demeurant toujours autonome.

Mais ces manœuvres d'appareils ne seraient pas possibles s'il n'y avait pas la recomposition politique en vue et les alliances qui se jouent ou vont se jouer entre le Parti communiste et les petites organisations à « la gauche de la gauche ». D'ailleurs l'idée de confédérer la FSU et le « groupe des dix »

vient d'une note interne de la... FSU, dont les auteurs sont un militant reformatrice communiste et un militant de la Ligue communiste révolutionnaire. Ce n'est pas un hasard. Les tensions au sein du PCF sur le rôle à lui faire jouer existent, et les syndicats n'en sont qu'un reflet. Il va donc falloir choisir, pour le PC, entre une CGT affaiblie mais proche des « orthodoxes » et une confédération en pleine construction, mais dont la majorité des responsables se trouve issue de cette gauche « extrême ».

Parler construction revient à parler chiffres. Voilà trois ans que la FSU s'est créée, et à l'heure actuelle elle syndique environ 140 000 hommes et femmes, rejoignant par là-même la FEN qui,

(Suite page 4)

L'école capitaliste actuelle

Cet article n'a pas la prétention d'être une analyse de l'école. Il permettra cependant de dégager différents points essentiels, qui constituent l'évolution vers laquelle tend l'école capitaliste actuelle.

TOUT D'ABORD, derrière le mythe de l'égalité des chances, de la « démocratisation » de l'école à partir des années 70 (création des collèges d'enseignement général), le constat est que l'école capitaliste n'a d'autre fonction que celle de reproduire ses valeurs, son idéologie et surtout les classes de la société. Une enquête relatée dans *le Monde*, en juillet 1995 (« Observatoire de la vie étudiante »), montre, chiffres en main, que « les enfants de cadres supérieurs dominent dans les formations les plus réputées, tandis que les étudiants issus de familles d'ouvriers et d'employés forment l'essentiel des filières courtes et techniques ». L'ère de la compétitivité a donc touché l'université, et les études ne sont plus suffisantes pour faire la distinction de classe. Désormais, c'est le type de filière qui opère la sélection ainsi que le prolongement des études (d'où la dévaluation de diplômes...).

Il y a 20 ans, on pouvait devenir instituteur après le Bac. Maintenant, le concours en IUFM requiert le niveau licence et même au-dessus (bac + 4)... Outre que cette prolongation des études permet la sélection, l'école sert donc désormais de parking, pour éviter de faire monter le chômage. Parking où la course aux diplômes entraîne l'individualisme forcené, une soumission plus forte au système et donc à une dépolitisation plus grande des étudiants. Le mouvement social de décembre 1995 a bien montré que seule une frange radicale se sentait concernée par une solidarité avec les salariés grévistes. Bayrou et sa



tirelire a vite rassuré ceux qui veulent bien travailler pour avoir un bon emploi (sur le dos des autres)...

Compétitivité donc au sein de l'université puis, désormais, le modèle à suivre c'est l'entreprise. Et cela dès l'école primaire. Pas un seul lecteur de journal régional n'échappe aux articles vantant une classe de CM2 ou de 6e qui joue à l'entreprise, avec pour partenaire une banque privée... Les enfants apprennent donc le « management entrepreneurial » à la grande joie des parents, qui espèrent ainsi que leur rejeton aura donc plus de chance de s'en sortir. Au collège et au lycée, maintenant, c'est institué. L'école initie les élèves à l'économie via les entreprises cadettes, avec même un concours (*Libération*, janvier 1995). Coca-Cola, Heudebert, Danone et d'autres sont donc des partenaires pédagogiques légitimés et suscités sans la moindre réaction des syndicats enseignants ou des fédérations de

parents d'élèves... La laïcité d'Etat parle donc de « sanctuaire » pour l'école uniquement quand cela l'arrange...

De même avec l'entrée en force de l'armée et de la police à l'école. Au nom de la lutte contre la drogue ou dans le cadre de la fameuse éducation civique, les flics sont désormais, eux aussi, partenaires pédagogiques. Dans le Rhône, par exemple, pour fêter le cinquantième de la création des CRS, l'Académie et les flics ont organisé un concours pour les classes primaires!

Patrons, flics... il ne manquait que l'armée, qui bien sûr elle aussi s'installe dans le paysage scolaire, grâce aux surveillants bidasses. Ils seront 4 700 lors de la prochaine rentrée scolaire (Bayrou, le 20 mars 1996) à encadrer la jeunesse pour vanter le côté humanitaire de cette école du crime!

L'école devient, il est clair, un des enjeux principaux du contrôle social. L'Etat doit parquer et

contrôler cette masse de futurs précaires ou chômeurs. Enfin, dans ce sombre tableau, n'oublions pas le phénomène immigration. Là encore, sous prétexte de « donner plus à ceux qui ont moins », l'Etat renforce la ghettoïsation des établissements de banlieue. Quant à l'école qui ne jouerait plus sa fonction « intégratrice » pour les « étrangers », cela se comprend aisément. Non seulement les immigrés sont les premiers touchés par le chômage, mais le racisme quotidien passe par l'évitement scolaire devenu monnaie courante (pas question de mélanger les bons élèves français avec les mauvais élèves arabes) et les inspecteurs académiques couvrent tout cela bien sûr, en silence...

Les cartes scolaires sont donc de plus en plus bidons, alors que les syndicats enseignants continuent de les considérer comme un acquis pour l'égalité des chances! Quant à l'opération « foulard » du représentant de la laïcité d'Etat, Bayrou, elle a développé un peu plus le racisme en jouant sur l'amalgame musulman = intégriste et renforcé le courant des profs laïcards pour qui l'école doit rester neutre (même si on continue de bouffer du poisson dans les cantines chaque vendredi!).

Pour terminer cet inventaire d'orientations, nous parlerons bien sûr de la volonté étatique de casser le service public d'éducation via la régionalisation de l'école et les fameux bassins d'emploi, afin de le mettre un peu plus aux bottes du patronat et des élus locaux pour privatiser davantage. On a vu la fac Pasqua et en ce moment Lyon où, dans le but de financer la tenue du G7, Raymond Barre supprime en cours d'année les cours d'initiation aux langues étrangères dans les classes primaires (80 licenciements) et baisse le budget scolaire de 3%. Barrot lui, casse les lycées professionnels par les primes au patronat concernant l'aide à l'apprentissage, cela avec les deniers publics bien sûr...

Démentèlement, suppressions de postes, privatisation... l'école vit donc à l'heure du libéralisme ambiant.

Côté enseignants et leurs syndicats, on ne peut que constater un vide sidéral face à ces évolutions de l'école. Confinés depuis longtemps dans un syndicalisme corporatiste, FEN, SGEN, FO et même le dernier né, la FSU, n'ont pour seul créneau que le combat sur les moyens pour l'école. Les contenus de celle-ci, ses buts, tout cela est depuis longtemps évacué des discussions. Eux aussi ont fait appel au ministre de la Justice, au ministre de l'Intérieur pour résoudre la « violence » à l'école, malgré leur dénonciation du chômage! Les enseignants libertaires ont donc du boulot sur la planche, et la nécessité de se relier paraît évidente aujourd'hui.

Un bilan globalement « pessimiste » mais où des lueurs sont apparus? Cela, grâce aux lycéens qui, en 1994, seuls (peu de profs à leur côté) lors du CIP de Balladur, ont montré qu'ils refusaient cette société libérale où l'école, peu à peu, remplit les anciennes fonctions de l'usine (encadrement, division du boulot, hiérarchie des salaires...) et débouche sur un avenir social au rabais.

En décembre 1995, là encore, les lycéens ont surpris par leur forte participation au mouvement social. L'embrigadement et le contrôle social sur la jeunesse ont déjà montré leurs limites. Gageons qu'avec l'augmentation évidente du chômage, de la précarisation, la « sanctuarisation » de l'école ne se fera pas si facilement. Quant aux enseignants, le fait que leurs propres enfants aient de plus en plus de mal à former l'élite républicaine... les obligera sûrement à sortir de leur cocon un jour ou l'autre!...

RENÉ DATRY
(Réseau Education - FA Lyon)

Un sens possible au « Tous ensemble ! » de novembre-décembre 1995 : le réseau Education

(Suite de la page 3)

malgré l'exclusion de ses ex-gros syndicats, syndique encore près de 150 000 personnes. Si le nombre des syndiqués est encore à peu près équivalent, par contre, la différence de mobilisation entre ces deux puissantes fédérations s'est faite jour lors du mouvement de novembre-décembre 1995. La FEN ne mobilise plus. Ses dirigeants sont arrivés à ce qu'ils voulaient depuis quelques années, c'est-à-dire représenter un syndicalisme d'accompagnement, de gestion, tout

comme celui de la CFDT. D'ailleurs, ce n'est pas tant ce pôle réformiste qui est en pleine « crise », c'est le pôle revendicatif et propositionnel qui est en train de se transformer. La CGT et FO, dans l'enseignement, n'arrivent pas à percer et à syndiquer beaucoup de travailleurs de l'éducation. Pour preuve, les SDEN-CGT (uniquement enseignants) ne syndiquent qu'entre 10 et 15 000 personnes. Il faut voir cependant si l'« inflexion à gauche » de FO, lors de son dernier congrès, va changer un tant

soit peu les données. Je ne le pense toutefois pas.

C'est donc bien autour de la FSU que tout semble alors se cristalliser : une fédération qui a essayé de créer d'autres pratiques et qui fait que ce « renouveau » semble intéresser de plus en plus d'enseignants. Les tendances politiques qui y ont droit de cité et la règle de décision des 70% en font sans nul doute un atout. Même si le corporatisme y est omniprésent, puisque cette fédération est plus ou moins une juxtaposition de syndicats nationaux.

Et les libertaires, me direz-vous, où sont-ils présents ? La dispersion est de mise chez les anars. Certains sont à la CNT, d'autres à la FSU, présents dans la tendance

syndicaliste révolutionnaire l'École Emancipée, ou bien alors dans de plus petits syndicats départementaux comme le PAS 38, les SDE 63 et 29 ou TRANS 76. Ceux-ci ne syndiquent que quelques centaines de personnes. Il est sûr que, dans ces conditions, peser sur les événements et avoir un travail en commun est un vrai problème!

C'est sur ces constats que nous avons décidé de créer un réseau Education. Ses objectifs sont de faire circuler l'information, de définir un projet libertaire d'éducation, de contrer politiquement les orientations actuelles de l'éducation. En se réunissant début décembre 1995, il a été décidé de privilégier les axes suivants :

- le syndicalisme ;
- la politique de l'éducation ;
- l'université ;
- la gestion libérale et la flexibilité ;
- la politique urbaine ;
- la pédagogie libertaire.

Cette liste n'est pas exhaustive. Si un autre thème vous intéresse, écrivez au secrétaire du réseau, qui est assuré provisoirement par le réseau Education de Lyon.

Si vous êtes intéressés pour faire partie d'un tel réseau, écrivez-nous à : **La Plume Noire / Réseau Education, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.**

JÉRÔME JOUVENET
(Réseau Education - FA Lyon)